SEEFRIED, Elke, *Reich und Stände. Ideen und Wirken
des deutschen politischen Exils in Österreich 1933-1938*

Marie-Emmanuelle Reytier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1870>

DOI : 10.4000/ifha.1870

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Marie-Emmanuelle Reytier, « SEEFRIED, Elke, *Reich und Stände. Ideen und Wirken des deutschen politischen Exils in Österreich 1933-1938* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2009, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1870> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1870>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

SEEFRIED, Elke, *Reich und Stände. Ideen und Wirken des deutschen politischen Exils in Österreich 1933-1938*

Marie-Emmanuelle Reytier

- 1 Alors que l'émigration « de gauche » a été bien étudiée, celle « de droite » – moins importante numériquement – a été jusqu'à présent négligée. L'Autriche n'avait fait l'objet que d'une seule étude : celle de Rudolf Ebner, *Die österreichische Wochenschrift » Der Christliche Ständestaat «. Deutsche Emigration in Österreich 1933-1938* (1976). E.S. réussit brillamment à combler ce vide historiographique en publiant la version retravaillée de sa thèse rédigée sous la direction d'Andreas Wirsching et soutenue à l'Université d'Augsbourg en 2004. Son propos est de démontrer l'importance qualitative des conservateurs exilés en Autriche à partir de l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler jusqu'à l'Anschluss. Entre 4 500 et 5 000 personnes (p. 57) quittèrent l'Allemagne dès la nomination d'Adolf Hitler à la chancellerie : environ les deux tiers furent pour des raisons raciales et seulement un tiers émigra pour des raisons politiques (p. 58). E.S. centre son étude sur les 140 personnalités autorisées à rester sur le sol autrichien : d'une part des émigrants « de gauche », c'est-à-dire des sociaux-démocrates, des socialistes et des communistes, presque tous obligés de partir à la suite des troubles de février 1934 et, d'autre part, des émigrants « de droite », id est quelques libéraux, des adeptes de la « Révolution conservatrice » et des conservateurs, proches des idées corporatistes d'Engelbert Dollfuss et de celles de son successeur Kurt von Schuschnigg. Son analyse s'inscrit dans le cadre de l'histoire culturelle au sens large car elle met l'accent sur leurs idées, leurs valeurs, leurs conceptions du monde et leurs constructions identitaires.
- 2 L'auteur s'appuie sur un corpus impressionnant de sources : en particulier les publications des émigrants et les fonds de nombreuses archives nationales, privées et diplomatiques.
- 3 Quatre parties se succèdent. La première, « Exilland Österreich » (p. 31-112), présente tout d'abord l'organisation politique, sociale et économique de la Première République

autrichienne et, à partir de 1934, celle de l'État corporatif, défini comme un état autoritaire fondé sur une philosophie politique antilibérale et conservatrice (p. 44). Ensuite, E.S. montre que les conservateurs catholiques étaient proportionnellement plus nombreux en Autriche : elle en dénombre 45 (p. 56) soit environ 30% des émigrants politiques contre un maximum de 15% dans les autres pays (p. 58). La politique suivie en matière d'émigration explique cette surreprésentation : dès l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes, les autorités autrichiennes essayèrent de bloquer l'entrée des sociaux-démocrates, des socialistes et des communistes soupçonnés de vouloir déstabiliser leur pays d'accueil. En 1936, l'aggravation de la crise économique entraîna un durcissement de l'appareil juridique en matière d'émigration et les difficultés financières s'accrurent pour la plupart des émigrés contraints de mener une existence précaire surtout si leurs écrits ne servaient pas exactement la ligne politique du gouvernement Schuschnigg, résolu à améliorer ses relations avec le régime hitlérien.

- 4 Dans la deuxième partie, « Ideengeschichtliche Grundlagen : 'Stände' und 'Reich' in der deutschen und österreichischen Zwischenkriegszeit » (p. 113-158), E.S. rappelle que les débats entre les émigrants politiques se cristallisaient autour de deux idées très répandues dès la fin des années vingt : l'organisation corporative de la société et la notion d'empire. Ainsi, à la suite des travaux pionniers de Paul Nolte – notamment *Die Ordnung der deutschen Gesellschaft* (2000) – elle attire l'attention sur deux notions centrales dans l'histoire des idées de la République de Weimar.
- 5 La troisième partie, « Zwischen Weimar und 'Ständestaat' : Kontinuität und Brüche in den Konzeptionen und Aktivitäten von Exilanten » (p. 159-424), constitue le cœur de l'ouvrage. Elle se subdivise en six chapitres. Dans le premier chapitre, « Katholische und konservative Emigration » (p. 159-317), E.S. relate le parcours de Hermann Göring et de Georg Moenius, deux catholiques inspirés par l'idée d'empire de Friedrich Wilhelm Foerster, puis elle analyse en détail les prises de position de la revue hebdomadaire *Der Christliche Ständestaat* – comparable aux *Deutsche Briefe* de Waldemar Gurian – et de ses deux têtes pensantes : le philosophe Dietrich von Hildebrand et Klaus Dohrn. E.S. termine ce chapitre en étudiant l'attitude de Friedrich Muckermann, de Hubertus zu Löwenstein, de Joseph Wirth et de Friedrich Kühr envers le régime nazi, l'Italie fasciste, la République de Weimar et l'État corporatif autrichien ainsi que leurs conceptions du rôle de l'Allemagne et de l'Autriche en Europe. Le deuxième chapitre, « Reich als Nation ? Konservative Revolutionäre » (p. 318-353), porte sur quelques personnalités idéologiquement proches du national-socialisme, poussées à l'exil essentiellement par des rivalités de pouvoir : Otto Straßer à la tête du groupe paramilitaire *Schwarze Front* ; Max Gruschwitz et sa revue *Deutsche Zukunft* ; le journaliste Wolfgang Glässer, réfugié à Graz, qui s'intégra à l'État corporatif en devenant l'un de ses défenseurs, contrairement à Straßer et à Gruschwitz. Dans le troisième chapitre, « Reich und 'Ständische Verfassung' : Kooperationsversuche von katholischen Konservativen und Konservativen Revolutionären » (p. 353-377), E.S. évoque quelques tentatives de rapprochement entre les conservateurs catholiques et les conservateurs révolutionnaires en expliquant que ces tentatives ont avorté parce que les différends idéologiques étaient insurmontables : les conservateurs catholiques prônaient un état corporatif basé sur le droit et le respect des individus en défendant l'idée du *Sacrum Imperium* contrairement aux conservateurs révolutionnaires partisans d'un État fasciste dirigé par un chef charismatique et d'un empire allemand hégémonique en Europe. Le quatrième chapitre, « Abkehr von Weimar ? Liberale Emigration am Beispiel Kurt Häntzschels » (p. 377-388), montre la capacité

d'intégration à l'État corporatif d'un libéral de gauche, proche des idées du père de la Constitution de Weimar, Hugo Preuß : le juriste Kurt Häntzschel. Le cinquième chapitre, « Die Gegenfolie : Sozialdemokraten, Sozialisten, Kommunisten » (p. 388-408), examine les parcours singuliers de quelques communistes présents sur le sol autrichien malgré la répression – en mai 1933, Dollfuss interdit le parti communiste, déjà marginalisé depuis 1919 par le discours très à gauche du parti socialiste. En outre, ce chapitre met en lumière les divisions insurmontables entre les sociaux-démocrates : Wilhelm Hoegner prônait l'alliance de tous les opposants au national-socialisme alors que des hommes plus jeunes, comme Waldemar von Knoeringen, Josef Felder et Rolf Reventlow, voulaient résister, y compris par la force, aux mesures antisocialistes des gouvernements Dollfuss et Schuschnigg. Dans le sixième chapitre, « Zwischenbilanz : Ideen des politischen Exils in Österreich » (p. 408-424), E.S. compare les idées politiques des personnalités évoquées précédemment. Elle en conclut que les conservateurs catholiques se sont tout d'abord remarquablement bien intégrés à l'État corporatif autrichien – mieux que n'importe quel autre groupe d'Allemands réfugiés à l'étranger – grâce à leur attachement aux idées corporatives et à la notion d'empire. Cette intégration leur a permis d'avoir les mains libres et donc d'être particulièrement efficaces dans leur dénonciation du régime national-socialiste en multipliant les démarches – en particulier les publications et les conférences. Toutefois, confrontés à la réalité de l'État autoritaire autrichien, certains commencèrent à se distancer timidement du régime, même si le souvenir de l'échec de la République de Weimar et la menace hitlérienne ralentirent leur évolution. Intégration ne veut pas dire assimilation. En effet, la notion d'empire des catholiques allemands était différente de celle du grand courant conservateur catholique autrichien : le courant légitimiste, fondé sur la notion d'Österreichertum et non sur celle de Deutschtum.

- 6 La quatrième partie, « Zuflucht auf Zeit – Das Ende des politischen Exils in Österreich » (p. 425-478), retrace le chemin de croix des émigrés qui réussirent à quitter l'Autriche à la dernière minute juste avant l'entrée des troupes allemandes, le 12 mars 1938, pour ne pas tomber dans les griffes de la Gestapo. Elle présente également l'évolution de leurs idées politiques avant et après 1945 en montrant les continuités et les brisures dans leurs discours politiques. Prolonger l'analyse au-delà de 1938 permet d'une part de mesurer leur degré d'intégration à l'État corporatif autrichien, et d'autre part de montrer que la plupart des conservateurs catholiques se rallièrent aux idées politiques de l'Europe de l'Ouest seulement pendant les années cinquante, parallèlement à la stabilisation politique, économique et sociale de la République fédérale.
- 7 Très bien écrit et sans redondance en dépit de sa longueur, ce livre se caractérise par la solidité de ses analyses. Il rappelle que les démocrates et les socialistes n'ont pas été les seuls Allemands à s'opposer au régime national-socialiste dès les premières années de sa mise en place. Par ailleurs, il souligne l'importance des catholiques conservateurs, souvent oubliés par une certaine historiographie bien-pensante qui a répété pendant des décennies que les catholiques et leurs élites étaient les champions du parlementarisme depuis le Kulturkampf. Il suffit pourtant d'analyser les débats des Katholikentage nationaux, en particulier entre le Katholikentag de Francfort-sur-le-Main en 1921 et celui d'Essen en 1932, pour comprendre l'influence de ce groupe.
- 8 Marie-Emmanuelle REYTIER (Université Laval, Québec/Canada, Politechnika Opolska)